

gues de cette affaire et quelles mesures le gouvernement prend-il pour essayer d'amener les parties à négocier?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, je me suis entretenu ce matin à ce sujet avec mon collègue, le ministre des Transports, qui pourra parler des règlements de sécurité. Le ministre suppléant du Travail voudra peut-être dire un mot, lui aussi.

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, j'ai pris des dispositions pour que le chef du service d'inspection des navires à vapeur, le capitaine Harrison, tienne de nouvelles réunions sur la sécurité, et celles-ci ont repris ce matin. Sauf erreur, une réunion se tient à l'instant même, et j'ai recommandé au capitaine de poursuivre les séances durant toute la semaine au besoin et même tant qu'on n'aura pas abouti à des résultats positifs et fructueux.

M. Winch: Elles se tiennent à Ottawa ou à Vancouver?

L'hon. M. Jamieson: A Vancouver. Dès que les parties en seront arrivées à une entente générale sur ces questions et qu'il sera possible de faire une déclaration définitive, je verrai à ce qu'on la publie immédiatement. D'ici là, je puis assurer à la Chambre, comme je l'ai déjà fait aux armateurs et à la Guilde de la Marine marchande du Canada, que nous avons l'intention, tout d'abord, de raffermir sensiblement les règlements et, deuxièmement, de voir à l'établissement d'un mécanisme afin que ces règlements soient observés par les autres armateurs.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les îles): Comme le comité chargé des règlements sur la sécurité s'est réuni fréquemment sans aboutir à des résultats tangibles, le ministre nous dirait-il s'il est disposé à prendre des mesures de son chef, si la réunion actuelle n'aboutit pas à une entente, afin de régler cette question une fois pour toutes?

L'hon. M. Jamieson: Monsieur l'Orateur, je trouve quelque peu à redire à la déclaration voulant que les réunions n'aient rien donné. On en a tiré bien des conclusions, à mon avis, mais celles dont il est question ici n'ont pas été publiées et ne le seront pas tant que tout le problème ne sera pas résolu. Il y a donc progrès considérable et il semble que l'atmosphère des réunions actuelles est des plus encourageantes.

Pour ce qui est de faire une déclaration unilatérale, j'imagine que je devrai m'y

résoudre en dernier ressort. Même s'il s'agit là de réunions consultatives sur les règlements, le député et la Chambre conviendront avec moi qu'il nous faudra prendre en fin de compte la décision qui s'impose. Aussi, si les pourparlers n'aboutissent pas à des recommandations acceptables à mes yeux, je puis assurer à la Chambre et au député que je ferai exactement ce qu'il a dit.

M. Mark Rose (Fraser Valley-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre des Transports. Compte-t-il laisser aller longtemps encore ces pourparlers avant de décider d'imposer ces règlements de la façon normale, soit au moyen d'un décret du conseil?

L'hon. M. Jamieson: Monsieur l'Orateur, j'ai dit au capitaine Harrison qu'il devait poursuivre les entretiens sans interruption, c'est-à-dire tous les jours, aussi longtemps qu'à son avis, on progresserait. En d'autres termes, s'il lui semble évident que les parties sont sur le point de s'entendre, il doit poursuivre les entretiens, mais il doit, par contre, me prévenir aussitôt qu'il constatera qu'ils ne mènent à rien.

L'AGRICULTURE

LES EFFETS DE L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION DE PLANIFICATION DE L'AGRICULTURE CANADIENNE

[Français]

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Agriculture.

Étant donné que la Commission de planification de l'agriculture canadienne recommande la suppression des subventions de toutes sortes relativement aux produits agricoles, j'aimerais demander à l'honorable ministre d'assurer la Chambre que cette possibilité ne sera considérée par le ministère qu'après la mise en vigueur d'une politique visant à permettre aux agriculteurs, qui, autrement, devraient abandonner leurs terres, de se choisir un nouvel emploi.

[Traduction]

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je pense qu'il y a plusieurs centaines de recommandations dans le rapport du groupe d'experts. Il serait prématuré pour moi, en ce moment, de commenter chacune d'elles et de supporter la réaction du gouvernement à l'égard des conclusions